

L'INDUSTRIE DU CONTREPLAQUÉ EN INDONÉSIE : UNE CRISE QUI VIENT DE LOIN

La revue Asian Timber, d'avril 1998, a publié un entretien extrêmement intéressant (« La fête est finie pour l'industrie indonésienne du bois et du contreplaqué ») avec M. Abbas ADHAR, vice-Président de l'Apkindo*, l'organisme de régulation du commerce du contreplaqué indonésien, dont le FMI a exigé - et obtenu - le démantèlement du monopole commercial.

A travers les réponses très directes de M. ADHAR on découvre, au-delà de la crise générale qui affecte les économies de l'Asie du Sud-Est, les raisons de l'effondrement de pans entiers de l'industrie indonésienne du contreplaqué. On comprend alors que cette crise vient de loin, la brusque contraction du marché et la dévaluation de la roupie ayant servi de catalyseurs.

Asian Timber et M. ADHAR nous donnent tout d'abord un aperçu de l'ampleur de la crise. Avec des prix à l'exportation qui sont passés de 400 US\$ par mètre cube en moyenne, pour des panneaux de 3 mm, à 260 \$ deux mois plus tard, les revenus issus de cette industrie pourraient être divisés par deux, passant de 4 milliards de \$ en 1996 à environ 2 milliards en 1998 si la

crise monétaire continuait. Quant aux volumes des exportations, ils pourraient chuter de 30 % : de plus de 8 millions de m³ avant la crise à 5 ou 6 millions en 1998. Pourquoi une telle ampleur ? M. ADHAR n'évoque que très rapidement, au début de l'entretien, le problème des activités dépendant étroitement des produits importés. Or, l'industrie du contreplaqué est tributaire des grosses quantités de colle polymère, qui constitue le deuxième poste concernant les coûts de fabrication (après le bois brut) et qui est produite essentiellement en Europe. Comme pour beaucoup d'autres industries du Sud-Est asiatique, cette dépendance étroite vis-à-vis de produits importés n'a pas permis aux productions locales de concrétiser la compétitivité théorique à l'exportation qu'aurait dû apporter la dévaluation massive de la monnaie nationale.

UNE PRODUCTIVITÉ ET UNE EFFICACITÉ TECHNIQUE TROP FAIBLES

M. ADHAR préfère mettre l'accent sur ce que doivent faire les industries pour sortir de la crise. Ce faisant, il en souligne les faiblesses actuelles. D'abord le manque d'efficacité technique : « La plupart des machines installées ont déjà 15 ans d'âge », et le fait que la matière brute est mal valorisée : « Les nou-

velles machines peuvent descendre jusqu'à 8 cm [diamètre des cœurs résiduels], tandis que celles utilisées actuellement laissent des cœurs de 20 cm. »

Puis, il pointe la faible productivité du travail : « Il existe un chômage déguisé dans les usines ; un travail qui ne nécessiterait que deux ouvriers est souvent confié à cinq personnes ».

Il aborde ensuite le problème de la qualité des produits : « Sur 120 producteurs de contreplaqué, seulement sept d'entre eux sont capables de fabriquer de la haute qualité ». Pourtant, « avec le faible prix du bois brut, l'industrie indonésienne devrait être compétitive », constate M. ADHAR, qui précise que le prix moyen des grumes sur le marché intérieur indonésien est passé « d'environ 80 \$ le m³ avant la crise à pratiquement 30 \$ aujourd'hui » ! Mais la concurrence du Brésil, de la Malaisie et des pays européens producteurs de contreplaqué est rude, précise-t-il. Sans compter le MDF.

Ce que M. ADHAR ne dit pas (ou pas encore), c'est qu'il faut sans doute chercher dans ce faible prix du bois à l'entrée des usines les raisons de la faible efficacité technique, du manque de productivité et des problèmes liés à la qualité de la production courante qui

sont le lot de la grande majorité des industries.

M. ADHAR le laissera cependant entendre à la fin de l'entretien, à propos du libre-échange et du démantèlement du monopole de l'Apkindo, mais patience !

TANT QU'IL RESTE DE LA FORET...

Pour l'avenir, M. ADHAR juge qu'il est nécessaire de renforcer le secteur par une réduction du nombre des concessionnaires, de 350-400 avant la crise à 50 (proposition du ministre Djamaludin SURYOHADIKUSUMO) avec un remembrement et une concentration géographique des aires d'opération, actuellement trop dispersées, pour faire émerger des grandes surfaces d'un seul tenant permettant une meilleure efficacité économique (efficiency). Ce serait la tâche à laquelle devrait s'atteler le ministère des Forêts, plutôt que de vouloir s'occuper des affaires de l'industrie du bois qui relèvent, elles, du ministère de l'Industrie, insiste M. ADHAR...

Les plantations peuvent-elles venir au secours de l'industrie du contreplaqué ? La réponse est sans ambiguïté : « Le programme de plantations a débuté seulement en 1984, il n'a donc que 14 ans. Si les bois sont destinés à la fabrication de pâte à papier, ils sont récoltables. Mais pour le contreplaqué nous avons

* Nommé depuis lors Président.

besoin de bois planté il y a au moins 25 ans. Malgré cela, nous pouvons utiliser du bois à croissance rapide pour le contreplaqué, nous l'avons expérimenté avec l'eucalyptus. Mais jusqu'à maintenant nous utilisons seulement du bois dur [issu des forêts naturelles] puisque nous pouvons toujours en obtenir. » On reconnaît là un comportement bien connu vis-à-vis des biens collectifs...

« S'ADAPTER AU CYCLE DE VIE DES FORÊTS »

M. ADHAR en vient enfin à la perspective de l'après-APKINDO. A la question : « Ne trouvez-vous pas que le temps du marché libre est venu ? », il répond : « On peut dire cela. Je pense que ceux qui vendent leur produit au-dessous du prix du marché disparaîtront tôt ou tard* (...). L'APKINDO ne donnera plus que des orientations générales et des informations, il n'y aura plus d'intermédiaire obligé [entre les exportateurs et les acheteurs étrangers] et l'industrie deviendra plus efficiente. Je suis d'accord pour dire qu'à long terme un marché libre créera une industrie plus efficiente ».

Que doivent faire les firmes maintenant ? Réponse de M. ADHAR : « Elles doivent s'ajuster. Pour cette année, et pour l'an prochain probablement, nous ne parlons plus de faire du profit mais de survivre. À long terme, les perspectives de l'industrie du contreplaqué sont bonnes, sur-

tout pour les entreprises qui parviendront à devenir efficientes. [La durabilité] de l'industrie dépendra de la planification de la filière. Une entreprise d'exploitation ou de fabrication de contreplaqué doit avoir une stratégie d'entreprise [corporate plan] qui doit être adaptée au cycle de vie des forêts. Ainsi elles pourront anticiper et effectuer des ajustements ». M. ADHAR fait-il référence aux surcapacités de transformation de l'outil industriel de transformation du bois ? Sans doute, d'autant que cette remarque complète celle relative au « chômage déguisé » dans les usines de contreplaqué.

CRUEL AJUSTEMENT

Les industries indonésiennes de transformation du bois ont effectivement commencé à « s'ajuster », c'est-à-dire à licencier des dizaines de milliers de travailleurs, à l'instar des autres secteurs de l'économie. La logique de fuite en avant, qui était celle de l'industrie du contreplaqué face à une ressource forestière devenue incapable de répondre aux besoins des usines, s'est brisée sur l'écueil de la tourmente monétaire qui affecte la région**.

À la faveur de cette crise, le FMI a obtenu que l'Indonésie abaisse ses taxes dissuasives sur les exportations de grumes (et de sciages) en les ramenant progressivement à 10 % de leurs va-

leurs FOB à la fin de l'an 2000 (30 % depuis le 15 avril, 20 % à la fin de l'année et 15 % fin 1999).

Cette mesure de libéralisation commerciale va précipiter la restructuration de la filière : certains industriels en difficulté, et qui disposent de leurs propres concessions, seront tentés de refaire leur trésorerie en vendant des grumes sur le marché international.

En tous cas, cette possibilité offerte aux exploitants d'exporter du bois brut devrait conduire à une augmentation progressive du prix du bois brut sur le marché intérieur indonésien et accélérer la disparition des industries de transformation les moins efficaces. Quant aux plus grands groupes, ils semblent globalement avoir les moyens d'effectuer les ajustements qu'appelle de ses vœux M. ADHAR, mais ils devront vraisemblablement s'habituer à vivre avec une matière première plus chère, de moindre qualité et de moins en moins disponible.

L'industrie indonésienne du bois était installée dans une logique de croissance autonome, déconnectée de l'évolution des ressources forestières et abritée par la protection effective que procuraient les faibles prix du bois brut sur le marché intérieur ; c'était la conséquence directe de l'interdiction d'exporter des grumes et d'une politique du bois à

bas prix avec de faibles redevances sur l'exploitation. Le réveil est brutal et, hélas, cruel pour les travailleurs licenciés.

Les entreprises qui émergent de cette crise - processus de « destruction créatrice » aurait dit SCHUMPETER - auront certainement une meilleure productivité et probablement deviendront-elles plus efficaces dans l'utilisation de la matière brute et la valorisation des produits. Mais sauront-elles, comme leur recommande sagement M. ADHAR, accorder leur développement avec la dynamique d'une ressource forestière bien dégradée par la période euphorique qui vient de s'achever ?

Ce serait une véritable révolution culturelle dans un pays qui a jusque là construit une bonne part de sa croissance sur la destruction de ses ressources naturelles. En tous cas, nous n'avons pas fini de tirer des leçons des expériences indonésiennes. □

Alain KARSENTY
CIRAD-Forêt/ Baillarguet

* En fixant les prix à l'exportation, l'APKINDO empêchait les exportateurs indonésiens de vendre le contreplaqué à des prix inférieurs à ceux du marché international.

** Sur cette logique de fuite en avant, lire A. KARSENTY et M.-G. PIKETTY : « Stratégies d'industrialisation fondées sur la ressource forestière et irréversibilités - Les limites de l'expérience indonésienne ». Revue Tiers-Monde, n° 146, avril-juin 1996.